

## Soutenabilité de la dette du Cameroun :

### Le PIB est-il la bonne base pour mesurer la soutenabilité de la dette publique?

*Par Hugues SILA<sup>1</sup>, Ingénieur Statisticien Economiste*

**La dette est un stock, le PIB est, lui, un flux. Ce qui compte le plus, c'est le poids du service de la dette et la capacité de remboursement. Les charges en intérêts et principal de la dette du Cameroun représentaient plus de 25% du PIB du en 2016.**

Il y a, comme ça, des énoncés, des constructions qui, pour on ne sait trop pourquoi, sont érigés sinon en vérités, du moins en dogmes à respecter sous peine d'en payer les manquements. Parmi ces dogmes, celui du ratio **dette/PIB** en est probablement le plus illustratif. Tel un catéchisme, il est répété sur tous les temps et sur tous les tons ; en particulier depuis l'avènement de la crise financière puis économique en 2008 et, à sa suite, la crise des dettes souveraines. Tel pays a un niveau d'endettement équivalent à 80% de son PIB, tel autre à 100%, tel autre encore à 120% et même à 200% dans le cas du Japon... Dans les médias occidentaux, ces chiffres sont à chaque fois brandis comme la preuve suprême que les pays concernés courent à leur catastrophe, et pour en réchapper, suggère-t-on, il faut désormais compter ses sous.

**Mais quelle signification réelle recouvre ce ratio ?** Le PIB est-il la bonne base à laquelle il faut rapporter la dette pour mesurer sa soutenabilité ? Première incongruité, le numérateur (la dette) est un stock, alors que le dénominateur (le PIB) est, lui, un flux. Par quelle ingéniosité a-t-on pu associer une valeur annuelle des biens et services produits dans une économie et un encours de dettes courant sur plusieurs années ? Cette association a-t-elle seulement un sens économique ? Pour ses partisans, oui : le PIB représentant la richesse d'un pays, créée en l'espace d'une année, on considère que les revenus pouvant servir à rembourser la dette proviennent précisément de cette richesse ! Cette explication ne tient pas la route, voici pourquoi.

**D'abord, le PIB est la somme des valeurs ajoutées créées dans une économie, à laquelle on ajoute les impôts nets des subventions.** En rapportant le stock de la dette à ce PIB, et dans le cas où le rapport est de 100% par exemple, comme c'est le cas de la France en 2015, on suggère que pour payer la dette dans sa totalité, il faut "donner" non seulement toutes les recettes perçues, mais également toute la production de l'année ! C'est du moins comme cela que le citoyen lambda perçoit les chiffres sur la dette qui lui sont balancés à longueur d'articles de presse et de journaux télévisés.

---

<sup>1</sup> [www.sila.e-monsite.com](http://www.sila.e-monsite.com)

Il faut rappeler ici que **le PIB est une représentation monétaire des biens et services produits non seulement par l'Etat, mais aussi et surtout par les entreprises (privées et publiques), les ménages et même les institutions à but non lucratif au service des ménages.** Parmi ces agents économiques, seul l'Etat est concerné par la dette publique. Pourquoi alors associer les autres agents à l'endettement public? Parce qu'ils payent des impôts ? Mais ces impôts sont intégrés dans le PIB et ce n'est d'ailleurs pas la partie la plus importante. En 2016, par exemple, les impôts nets des subventions au Cameroun étaient de 1901,65 milliards de FCFA, soit 15,71% du PIB.

**La logique voudrait que la dette soit rapportée aux recettes de l'Etat, qu'elles soient fiscales ou non fiscales.** Sauf que dans ce cas, aucun Etat, ni même aucune personne physique ne pourrait prétendre à un emprunt. Au Cameroun, la **dette du Trésor en 2016 était de 4 722 milliards de FCFA**, soit 1,59 fois les recettes perçues. C'est la raison pour laquelle, lorsqu'une banque est sollicitée pour un emprunt, ce qui l'intéresse, ce n'est pas de savoir si les revenus mensuels ou annuels du candidat peuvent couvrir le montant total de l'emprunt, mais seulement si les traites mensuelles à payer, en fonction de la durée de remboursement choisie, sont contenues dans une fourchette qui laissera au concerné de quoi satisfaire d'autres besoins. Pourquoi ce mode de calcul ne s'appliquerait pas à l'Etat? Au lieu du stock de la dette, il serait plus judicieux de rapporter au PIB, ou même aux revenus de l'Etat seulement le service de cette dette. Après tout, ce que l'Etat paie chaque année, ce n'est pas la totalité de la dette, mais seulement l'amortissement et les intérêts.

En 2016, pour rester sur les dernières statistiques disponibles, le service de la dette du Trésor camerounais s'établissait à 727,8 milliards de FCFA. C'est ce service de la dette que l'on pourrait parfaitement assimiler à la traite que les particuliers ou les entreprises paient pour leurs emprunts. Par rapport au PIB de 2016, le service de la dette du Trésor ne représentait pas plus de 7%.

Bien que le gros de la dette du Trésor camerounais dû à des créanciers étrangers soit plus de 85%, au regard de la proportion des devises dont le taux de change est susceptible de fluctuer, soit 63,3% et bien que le ratio dette en devise sur la dette totale s'élève à 81,3% le risque de change qui pèse sur la dette publique du Cameroun extérieure est modérée. Le seul risque potentiel de la dette du Cameroun, c'est sa composante externe qui est assez élevé.